

---

## NOTES ET DOCUMENTS

---

### ANALYSE BIBLIOGRAPHIQUE DE QUELQUES OUVRAGES RÉCENTS EN HISTOIRE ÉCONOMIQUE (suite)

Jacques BRASSEUL

CRERI, Université de Toulon-Var

Après les ouvrages de P. Bairoch et P. Verley analysés dans le numéro précédent, ouvrages qu'on pourrait qualifier de généralistes, d'autres livres plus spécialisés sont présentés ici : celui de Robert Rollinat qui analyse la *New Economic History* ou cliométrie ; ceux de François-Joseph Ruggiu et Jean-Pierre Dormois qui font des études comparatives de la France et de l'Angleterre, le premier aux XVII<sup>ème</sup> et XVIII<sup>ème</sup> siècles sur le thème des villes et de la noblesse, le second au XIX<sup>ème</sup> siècle sur la croissance économique et l'industrialisation ; la contribution de Ho Hai Quang qui entame une histoire économique complète mais sur un domaine restreint, celui que forme l'île de la Réunion depuis les premières implantations humaines, et enfin la présentation du "Vietnam en mutation" par Michel Herland.

**Robert Rollinat, *La nouvelle histoire économique*, Liris, Paris, 1997, 256 p.**

Un ouvrage précieux, une superbe synthèse, ce livre est le seul disponible en français sur la *New Economic History*, ou cliométrie. Il contient toutes les réponses aux questions qu'on peut se poser sur ce courant de l'histoire économique et présente les travaux essentiels menés depuis un demi-siècle dans ce cadre. On peut définir la NEH par "l'application de la théorie économique et des méthodes quantitatives à l'étude de l'histoire", selon la formule de Claudia Goldin donnée page 58. La nouvelle histoire économique est donc plus proche de la science économique que de l'histoire par sa démarche, il s'agit d'une histoire économique faite par des économistes<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Voir également sur ce thème, du même auteur, *Économies et Sociétés*, 1994, ainsi que notre article dans *Alternatives Économiques*, 1998.

Le livre est organisé en cinq chapitres : l'histoire de la discipline (1), les méthodes et les thèmes fondateurs de la NEH (2), les modèles et théories (3), les nouvelles interprétations (4) et les analyses institutionnalistes (5). On appréciera tout d'abord les considérations de Schumpeter, rappelées dans le chapitre 1, sur l'importance fondamentale de l'histoire en économie ; également la distinction heureuse de l'auteur entre les approches de Ricardo et Malthus (la première *hypothético-déductive* comme on sait, à l'origine de l'analyse économique moderne, et la seconde *historico-inductive*, proche de la démarche historiciste de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle) ; et aussi la formule de Marx sur la loi de Say, "le dogme fabuleux" (p. 20), le rappel sur les fameuses "boîtes vides de l'économie" de Clapham et Pigou (p. 31), ou la redécouverte d'André Marchal, bien oublié aujourd'hui (p. 41). Un risque de confusion pour le lecteur profane vient cependant du fait que les deux Arnold Toynbee ne sont pas distingués : le premier (p. 29, p. 255), celui des *Lectures sur la révolution industrielle* de 1884, et le second (p. 28, note 12, p. 255), son neveu, celui de *A Study in History* (1950). De même, la revue *Journal of European Economic History* (JEEH), citée page 11, n'est pas "une revue anglaise" comme le dit l'auteur, mais une revue italienne éditée en anglais. Par contre, il ne cite que plus loin (p. 50, note 14) la bien anglaise *Economic History Review* (EHR), davantage engagée dans les publications des cliométriciens que le JEEH, concurrente et équivalente pour l'Europe au *Journal of Economic History* (JEH) américain. La véritable revue des cliométriciens est bien, comme le signale l'auteur, la revue américaine *Explorations in Economic History* (EEH), mais sa diffusion est plus limitée. Elle ne publie que des articles extrêmement formalisés et se ferme par là même le public des historiens (voir note 1, p. 132).

Les méthodes de la NEH sont exposées dans le chapitre 2 (corrélation, régression, analyse coûts-bénéfices, méthode contrefactuelle...) ainsi que ses principales réinterprétations (actes de navigation, chemins de fer, esclavage, guerre de Sécession, systèmes éducatifs...). L'auteur fait une présentation synthétique et parfaitement informée de toutes ces questions, ce qui permet de disposer de résumés clairs sur des débats mal connus en France, regroupés ici de façon commode. Les premiers travaux de la NEH, ses problématiques et ses critiques<sup>2</sup>, sont bien analysés dans ce chapitre, notamment pages 83-87.

Les chapitres 3 et 4 traitent de l'évolution de la NEH et des thèmes abordés dans sa "maturité", après la période pionnière des années cinquante et soixante – les modèles d'équilibre général, le cas de la France, le commerce international, la monnaie, la révolution industrielle, la grande dépression de la fin du XIX<sup>ème</sup>, la crise de 1929, la croissance et son résidu, etc. –, avec les mêmes qualités de synthèse et de clarté. Cependant, on ne peut affirmer, comme le fait l'auteur p. 113, qu'il y ait "une tendance à l'égalisation des dotations de facteurs entre les pays" dans la théorie de Heckscher-Ohlin, mais seulement une tendance à

---

<sup>2</sup> Certains comme Loschky (p. 251) ont même parlé de *New Economic Non-History* à son propos !

l'égalisation des *prix* de ces facteurs. D'autre part, la convergence des *prix des produits* de base, constatée par O'Rourke et Williamson, ne signifie pas une convergence des *prix des facteurs* de production (même page). On s'interroge aussi page 102 sur "l'économiste" A. Hamilton qui préconisait le protectionnisme : s'il s'agit d'Alexander Hamilton, auteur du *Report on manufactures*, l'un des pères fondateurs des États-Unis, rédacteur de la constitution et secrétaire au Trésor de George Washington, il était plus un homme politique qu'un économiste, terme anachronique pour l'époque ; s'il s'agit de l'économiste-historien des années trente A. Hamilton cité en bibliographie page 249, il serait utile de le préciser pour éviter la confusion avec le premier.

L'exposé de certaines thèses de Bairoch, p. 118-119, surprend, car cet auteur n'appartient aucunement à la NEH, mais plutôt au courant d'histoire économique traditionnel. Sur la révolution industrielle, l'auteur conclut sur l'idée de David Landes que les analyses ponctuelles et les mesures précises d'une partie du phénomène sont insuffisantes parce qu'il s'agit "d'un processus économique et social dont la globalité est beaucoup plus que la somme des parties mesurables" (p. 146). Landes appartient aussi à l'école traditionnelle en histoire économique, ce qui lui a valu de sévères critiques de la part de Crafts (1995), mais il a cependant toujours encouragé les recherches et les méthodes de la NEH, s'il ne les a jamais adoptées : pour lui chaque historien possède un avantage comparatif dans son domaine et il est plus productif de les exploiter plutôt que de se lancer dans une pratique où on est moins compétent (Landes, 1995).

Dans sa partie sur la croissance (p. 164), l'auteur affirme avec de nombreux ouvrages et manuels que le cas QWERTY est un échec du marché (*market failure*) par enfermement technologique (*lock-in*). Cela a cependant été mis en doute depuis un article célèbre de Liebowitz et Margolis (1990). Il s'agirait en fait d'un mythe où se sont complus les économistes par goût du paradoxe, en dépit de l'évidence : une étude officielle de 1956 a montré que les deux claviers, le QWERTY breveté en 1868 par Christophe Sholes et celui d'August Dvorak de 1936, censé être plus efficace, étaient en fait à peu près équivalents avec même un léger avantage de vitesse pour le premier<sup>3</sup>.

Le dernier chapitre sur les institutions est le plus important de l'ouvrage

<sup>3</sup> Le problème du clavier QWERTY (ou AZERTY en France) est qu'il a été conçu pour ralentir l'usager : en effet, avec une technologie différente d'aujourd'hui, celle des cables et des touches mécaniques, il fallait éviter que les tiges des lettres fréquentes s'emmêlent, d'où leur report aux extrémités. Mais ses défauts – comme le déséquilibre des mains sur les côtés (les touches a, e, s, i, o, l, p sont placées à l'extérieur et atteintes par les doigts les moins habiles) et la trop grande fréquence de caractères courants (e, r, t, u, i, o, p) sur la rangée du haut – seraient compensés paradoxalement par une vitesse plus élevée de frappe due à l'appel alterné aux deux mains. La reconversion des dactylos au clavier Dvorak ne vaudrait donc pas la peine, elle n'aurait pas de justification économique : il n'y aurait pas d'échec du marché et le clavier QW(AZ)ERTY serait efficace (voir pour un débat sur la question *The Economist* des 3 avril et 8 mai 1999).

avec plus de soixante pages contre une trentaine en moyenne pour les précédents. Il examine les écoles et les concepts (droits de propriété, coûts de transaction), ainsi que les domaines d'application – enclosures, modes d'exploitation des terres, État, entreprise, évolution, etc. – de l'économie institutionnaliste, ancienne et nouvelle, sans oublier l'école française de la régulation. Il s'agit d'une synthèse remarquable, claire et bien organisée, extrêmement utile pour qui s'intéresse aux renouvellements récents de la théorie économique. Certains sujets auraient pu être développés comme la révision du rôle sclérosant des corporations (cf. Epstein, 1998, pour une présentation récente de ce débat qui commence au début des années 1990), mais dans l'ensemble le chapitre est complet et très à jour. L'auteur semble avoir la capacité peu fréquente de *tout lire*.

Peu de coquilles ou d'imperfections sont à regretter<sup>4</sup> et la qualité du texte est dans l'ensemble élevée. Le style également est agréable et l'ouvrage se lit facilement. Les notes en fin de chapitre pourraient avantageusement être transférées en bas de page pour éviter des va-et-vient au lecteur, même si le système employé permet de ne pas alourdir le texte.

La bibliographie est magnifique, tout à fait à jour, et va au-delà des ouvrages récents en incluant des travaux largement oubliés et pourtant très intéressants d'il y a quelques décennies : par exemple, un article de Kuznets en 1941 sur la statistique et l'histoire économique, un autre de Perroux en 1948 sur l'approche quantitative, un article de Knight en 1950 traitant de la "géohistoire" de Braudel, un papier de Marchal la même année sur "les économistes et les historiens" dans le n° 1 de la Revue économique, etc. L'auteur joue ici pleinement son rôle "d'historien de l'histoire économique" en ne se limitant pas au toujours plus récent, au toujours plus actuel, selon une tendance générale, mais en allant puiser non seulement chez les grands maîtres du XIX<sup>ème</sup> siècle, passage obligé, mais aussi dans un passé plus proche qui est d'habitude quelque peu délaissé. Les publications francophones ou anglophones qui représentent l'essentiel des références étant donné le thème étudié, sont complétées par quelques textes en italien et en espagnol, fait assez rare pour être signalé. Quelques erreurs apparaissent dans le système de renvoi : ainsi Fogel (1971), cité page 10, ne trouve aucune référence à la fin du volume ; Stampf (1956) cité

---

<sup>4</sup> Par exemple : "ses parti pris", page 12 ; "les prémisses... initiales", p. 20 ; "la plupart... restera", p. 31 ; "la Révolution glorieuse anglaise à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle", p. 206 ; "desease", p. 238 ; "path dependance", p. 247 ; Waples, p. 233 ; un usage erroné des majuscules : "les Physiocrates... la Physiocratie... Ancien régime", p. 16 ; une formulation inadéquate, p. 39 : "L'élasticité de la demande de biens alimentaires tend à diminuer avec l'accroissement du revenu" (en fait, c'est la demande de biens alimentaires qui augmente moins vite que le revenu, ce qui donne une élasticité de la consommation par rapport au revenu faible – inférieure à 1 – mais constante). Ces remarques sont bien sûr tout à fait mineures et on a quelques scrupules à les faire. Cependant s'il y a des règles, autant les appliquer ; celles concernant les majuscules occupent par exemple neuf pages serrées dans J. Girodet, *Dictionnaire des pièges et difficultés de la langue française*, Bordas, 1988, p. 883-891.

p. 73, Temin (1966), p. 101, Flandreau (1994), p. 136, Nelson et Wright (1992), p. 166, sont également absents ; Schumpeter, 1954, p. 15, est référencé 1944 p. 255, certaines sources sont incomplètes (Stearns, 1993) et quelques noms sont fréquemment estropiés (Fishlow, Huttenback, Heckscher...), mais dans l'ensemble la bibliographie est bien faite et très abondante.

Certains pourront reprocher au livre d'exposer sous forme entièrement *littéraire* un courant qui se caractérise par son haut degré de formalisation *mathématique*, et souhaiteraient y trouver des exemples de méthodes analytiques ou statistiques employées par les cliométriciens, ainsi que des explications de ces méthodes et de leur intérêt. Une tentative est faite en ce sens page 76 à propos de la sécession des États esclavagistes, mais elle n'est ni poussée ni systématisée<sup>5</sup>. L'auteur a préféré rendre son livre accessible à un large public en évitant l'emploi de graphiques, d'équations et de modèles mathématiques. Ce choix est tout à fait justifié pour un ouvrage de synthèse comme celui-là qui remplit parfaitement sa mission. Il conclut sur les débats entre économistes et historiens et le rôle de la discipline, l'histoire économique, partagée entre les deux. Les méthodes sont si différentes que les difficultés ne sont pas près de s'apaiser, comme le rappelle la formule d'un économètre à Oxford, Terence Gorman : "Le ciel accorde rarement plus d'un don à la fois, et ceux qui aiment l'histoire n'ont en général pas de goût pour les mathématiques".

### RÉFÉRENCES

- Brasseul J., 1998, "La Cliométrie, intérêt et limites", *Alternatives économiques*, n° 155, Janvier, p. 80-83 ; repris dans *Problèmes économiques*, n° 2558, 4 Mars.
- Crafts N.F.R., 1995, "Macroinventions, Economic Growth, and Industrial Revolution in Britain and France", *Economic History Review*, 48(3), Août, p. 591-598.
- Epstein S.R., 1998, "Craft Guilds, Apprenticeship, and Technological Change in Preindustrial Europe", *Journal of Economic History*, 58(3), Sept., p. 684-713.
- Landes D.S., 1995, "Some Further Thoughts on Accident in History: A Reply to Professor Crafts", *Economic History Review*, 48(3), Août, p. 599-601.
- Liebowitz S. and Margolis S., 1990, "The Fable of the Keys", *Journal of Law and Economics*, Vol. XXXIII, Avril, p. 1-25.
- Rawski T.G., Carter S., Cohen J.S., Cullenberg, S., Lindert P.H., McCloskey D., Roscoff H. and Sutch R., 1996, *Economics and the Historian*, Berkeley: University of California Press.

<sup>5</sup> Les historiens trouveront des réponses plus précises sur ces questions dans l'ouvrage de Rawski et alii (1996).

Rollinat R., 1994, "De l'économie à l'histoire : la *New Economic History*, analyses, controverses et bilan critique", *Économies et Sociétés*, Série Histoire quantitative de l'économie française, A.F. n° 18, 3, p. 5-40 ; repris dans *Problèmes économiques*, n° 2444-2445, 1/8 Novembre 1995.

**François-Joseph Ruggiu, *Les élites et les villes moyennes en France et en Angleterre (XVII<sup>ème</sup>-XVIII<sup>ème</sup> siècles)*, préface de Jean-Pierre Poussou, L'Harmattan, Paris, 1997, 356 p.**

Le livre est issu d'une thèse d'histoire soutenue à la Sorbonne en 1995. Version abrégée, nous annonce-t-on, et pourtant on a là un ouvrage majestueux, fruit d'une recherche minutieuse, caractéristique des thèses de lettres. La démarche scientifique consiste ici à faire progresser la connaissance en restituant un pan de notre passé, en recréant un monde oublié à l'aide d'archives originales et de témoignages multiples. Nulle théorie ici, nulle hypothèse testée dans un modèle, nul concept abstrait permettant d'expliquer un mécanisme, nulle recherche de corrélation, simplement la réalité brute, la reconstitution d'une époque par la description. On pense à la formule de Marc Bloch à propos des historiens de l'école positiviste dont "le perpétuel effort vers le concret et le particulier tendait à atrophier la faculté d'abstraction". À la différence d'un travail de mathématiques, de physique ou de science économique que le profane ne peut comprendre faute de maîtriser les outils, à la différence d'un travail de sociologie ou de philosophie inaccessible à celui qui ne connaît ni le vocabulaire ni les concepts utilisés, le travail de l'historien est lisible par tout un chacun. Au moins en ce qui concerne l'histoire narrative comme celle-là, car l'histoire économique s'en éloigne chaque jour davantage (cf. Rollinat, supra). L'homme de la rue pourra comprendre sans difficulté ce texte et avoir accès à cette connaissance, et s'il ignore le contexte historique ou si des allusions de détail lui échappent, il pourra y remédier à l'aide d'une encyclopédie quelconque ou d'un bon dictionnaire.

On est surpris d'emblée par l'absence d'introduction. Il est vrai que la préface de J.P. Poussou la remplace en annonçant la problématique et les thèmes abordés : il s'agit d'étudier les liens entre la ville et la noblesse des deux côtés de la Manche aux XVII<sup>ème</sup> et XVIII<sup>ème</sup> siècles. L'auteur présente au chapitre 1 les quatre cités de l'enquête : Abbeville, Alençon, Canterbury et Chester. Des villes de province, moyennes, endormies, avec quelque dix à vingt mille habitants vers 1800, lieux de prédilection nous dit l'auteur de romanciers du XIX<sup>ème</sup> comme Anthony Trollope ou Honoré de Balzac. Il nous décrit avec un détail impressionnant les points de vue des voyageurs contemporains, les activités économiques et administratives, le déclin démographique : des villes qui essayent moins de se développer que de s'adapter "à un monde moderne qui les dépassait" (p. 44). Il présente aussi le rôle croissant des élites aristocratiques que les chapitres suivants vont s'attacher à expliquer. La noblesse est moins bien

définie en Angleterre qu'en France, en dehors des grandes familles, ce qui permet une entrée plus facile et une ascension sociale plus rapide pour ceux qui vont intégrer l'aristocratie provinciale. Une différence intéressante en Angleterre est que les prêtres de l'Église anglicane peuvent se marier et fonder ainsi des familles et à travers elles, enclencher "un processus d'ascension sociale"<sup>6</sup>. Ruggiu s'attache à définir cette *gentry* plus ouverte et souvent liée à la propriété foncière (*landed gentry*). On retrouve le thème de la mobilité de la société britannique déjà décrite par Tocqueville (cité p. 57, ch. 2). Cependant l'ascension sociale est moins difficile qu'on ne l'a dit en France et diverses voies sont ouvertes. Les noblesses provinciales française et anglaise ont des comportements et des caractéristiques assez semblables, notamment en ce qui concerne les nombreux anoblis récents de l'Ancien Régime et la *pseudo-gentry* britannique (bourgeois des villes considérés comme *gentlemen*). L'auteur nous présente les itinéraires précis de nombreuses familles bourgeoises qui vont vers l'anoblissement, soit par l'exercice d'une charge administrative, soit par la participation aux guerres et aux conflits nationaux comme les guerres de religion au XVI<sup>ème</sup> siècle et la Fronde au XVII<sup>ème</sup> en France, la guerre civile en Angleterre en 1642-1648. Cette dernière entraîne la formation de ce qu'il appelle la "gentry civique" (p. 89 sq., ch. 3) : les partisans du roi, contre Cromwell, lors de la première révolution bénéficient d'une promotion au moment de la restauration de 1660.

Au XVIII<sup>ème</sup> siècle (ch. 4), les conflits internes cessent et l'ascension sociale se fait par le commerce, ou les services comme les métiers du droit ou les charges civiles. On assiste selon l'auteur à la naissance en Grande-Bretagne d'une classe moyenne, faite des professions libérales, des bourgeois et de la gentry urbaine. Le chapitre 6 fait une analyse détaillée des patrimoines, revenus et consommations dans ces villes au XVIII<sup>ème</sup> siècle, qui fait apparaître la première révolution de la consommation liée à l'essor du commerce international et décrite par des économistes comme McKendrick (1982). L'apport de Ruggiu est ici, comme partout dans son livre, le détail précis et concret de ces types de consommation, allant des faïences de Delft aux porcelaines de Chine, des produits tropicaux aux vins fins, des services de loisir aux tableaux de maîtres... La noblesse urbaine n'est pas encore localisée dans des quartiers spécifiques, mais intégrée à d'autres classes, même si on assiste à une tendance au regroupement (ch. 7). Les comportements sont assez proches dans les deux pays, à la différence que les nobles anglais, du fait d'un régime plus représentatif, participent davantage à la vie de la cité et aux tâches administratives (ch. 8). À côté de nouvelles consommations apparaissent aussi des activités ou des loisirs

<sup>6</sup> Le cycle des romans provinciaux de Trollope, les chroniques de Barchester, bien qu'il se déroule à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, montre bien l'importance de ces milieux religieux anglicans dans les petites et moyennes villes anglaises. La ville de Barchester, cadre de ces ouvrages et notamment du plus connu, *Les Tours de Barchester*, évoque justement Chester, la cité choisie par Ruggiu dans son étude.

de type moderne (les clubs anglais<sup>7</sup>, les cafés français, les festivals de musique, les théâtres, les jeux, les sociétés savantes et littéraires, les loges maçonniques, etc.) qui sont décrits en détail dans le dernier chapitre.

On imagine la longue recherche, en particulier sur les testaments et la généalogie, qui a été nécessaire pour acquérir une telle quantité d'information, dans deux cultures différentes que l'auteur maîtrise parfaitement : un travail de bénédictin digne de Dom Mabillon... La liste des archives utilisées occupe une vingtaine de pages en fin de volume. Cette connaissance exhaustive est doublée d'une érudition sans faille : sans y toucher Ruggiu replace toutes ces vies privées dans le cadre plus vaste des événements historiques et de la littérature de l'époque, et même de ceux plus lointain de l'Antiquité, qui imprègne bien plus que nous les hommes de l'Ancien Régime (p. 83). Il montre que les similitudes entre les deux pays sont plus importantes que les différences, notamment en matière de mobilité sociale. Il montre également sur les deux siècles l'ampleur des transformations de ces villes moyennes considérées jusque là comme plutôt léthargiques. En concluant sur la Révolution qui s'ouvre en France et le rôle des classes dirigeantes, l'auteur manie un sens de l'euphémisme très britannique : "...il semble bien que, dans les dernières décennies du XVIII<sup>ème</sup> siècle, la nation ait attendu un leadership d'une autre ampleur de la part de ses élites".

Dans une comédie récente (*On connaît la chanson*), Alain Resnais met en scène un dialogue entre deux personnages dont l'un fait une thèse sur "Les chevaliers paysans du lac Paladru vers l'an mille" et l'autre qui demande : "Et ça intéresse quelqu'un, ça ?". De prime abord, on ne peut s'empêcher de penser à ce passage à la lecture des pages serrées et des paragraphes compacts du livre de Ruggiu, consacrés à telle ou telle évolution de la noblesse au XVII<sup>ème</sup> siècle dans la bonne ville d'Alençon ou de Chester, à partir d'une foule de témoignages d'époque... Mais la qualité de l'ouvrage fait vite oublier ces préventions. On suit avec intérêt la pensée et la démarche de l'auteur, on voit revivre sous sa plume une multitude de gens à travers les récits rapportés, on voit se mettre en place toute une société dans les deux pays. Le souffle de l'Histoire passe sur ce livre inspiré. La forme ne souffre pas non plus de critique : le style est impeccable, presque aucune coquille<sup>8</sup> n'émaille le texte qui visiblement a fait l'objet d'une grande attention. Il est très agréable et très impressionnant de voir se dégager de ce travail, imposant lorsqu'on l'examine dans son ensemble, une impression de minutie et de perfection lorsqu'on fait un gros plan sur tel ou tel détail de l'œuvre.

---

<sup>7</sup> Ruggiu explique l'absence de clubs en France par le fait que l'autorité royale était hostile à la formation de telles associations, "foyers de contestations potentielles" (p. 290). Cela ne semble pas suffisant, quelques considérations sur les différences psychologiques entre les deux peuples auraient été ici plus intéressantes.

<sup>8</sup> On notera cependant une phrase tronquée page 143, § 1, et une autre inachevée dans la conclusion, p. 296, § 3.



On a le sentiment que l'auteur a poli son ouvrage sans relâche, appliquant la fameuse formule de Nicolas Boileau dans *l'Art poétique* : "Hâtez-vous lentement et sans perdre courage/Vingt fois sur le métier remettez votre ouvrage/Polissez-le sans cesse et le repolissez/Ajoutez quelquefois, et souvent effacez".

### RÉFÉRENCES

McKendrick Neil, 1982, "The Consumer Revolution in Eighteenth-Century England", in : N. McKendrick, J. Brewer & J.H. Plumb (éd.), *The Birth of a Consumer Society: the Commercialization of Eighteenth-Century England*, Hutchinson, London, p. 9-33.

**Jean-Pierre Dormois, *l'Économie française face à la concurrence britannique à la veille de 1914*, préface de David S. Landes, collection "Études d'Économie politique", L'Harmattan, Paris, 1997, 359 p.**

S'il a fallu attendre des auteurs anglo-saxons pour réhabiliter l'économie française dans la révolution industrielle, il n'est pas étonnant de constater qu'à l'inverse un auteur français revienne ici aux premières versions et rétablisse la primauté britannique, "la vérité retrouvée" selon David Landes dans sa préface<sup>9</sup>... Dormois a suivi aux États-Unis l'enseignement des cliométriciens et il nous propose ici la version remaniée d'une thèse soutenue en 1992. Son étude est basée à la fois sur les témoignages contemporains (voir la liste spécifique p. 294-297), sur une bibliographie abondante et une parfaite maîtrise de la littérature, mais aussi sur les outils quantitatifs modernes, sans aller cependant jusqu'au niveau élevé de formalisation mathématique courant dans les travaux de la *New Economic History*. Il commence ainsi par une critique des méthodes traditionnelles des historiens de l'économie et une affirmation de la nécessité de *la preuve* grâce aux modèles économiques, notamment celui de la Comptabilité nationale rétrospective. On apprend à ce propos que les premiers organismes de collecte et de traitement des données statistiques ont été la division des études statistiques du *Board of Trade* en Angleterre, datant de 1834, et la *Statistique générale de la France* créée en 1838 de ce côté de la Manche, ce qui permet déjà des bases solides lorsqu'on établit, comme le fait l'auteur, son poste d'observation du passé en 1914.

Dormois critique les positions révisionnistes dès son premier chapitre et, à l'instar de Crafts, revient avec raison aux positions de la vieille école (Bouvier, Caron, Lévy-leboyer, Landes, etc.) qui insistait sur le retard industriel français.

<sup>9</sup> La traduction de la préface de David Landes (p. V-VI) est un peu approximative. Rappelons que "faire long feu" signifie échouer, par analogie avec un coup de fusil manqué, et que "ne pas faire long feu" (2ème §) est un contresens. Il en va de même p. 100 d'une autre traduction de Landes : "on ne risque de blesser personne" ?

Peut-être aurait-il fallu commencer par situer le débat et exposer les thèses des principaux auteurs révisionnistes (Roehl, 1976 ; O'Brien et Keyder, 1978 ; Cameron et Freedeman, 1983 ; Nye, 1987, 1991) en quelques paragraphes ou même un chapitre, afin que le lecteur non averti sache de quoi il s'agit. Le livre n'est pas seulement destiné aux spécialistes, mais sans doute à des lecteurs plus nombreux. Sa couverture, très réussie, semble en tout cas montrer une volonté d'attirer un large public. La démarche suivie dans l'ouvrage est classique : l'auteur fait un tableau global des deux économies, en insistant davantage sur le cas de la France puisque la question essentielle est de savoir si oui ou non il s'agit d'un pays en retard. Le plan repose sur la distinction chère à Colin Clark<sup>10</sup> (1940) : secteur primaire, secondaire, tertiaire, en commençant toutefois par une étude de la population.

Sur la précocité de la transition démographique en France, Dormois ne présente pas la thèse qui rend la Révolution et la vente des biens nationaux responsables de la baisse de la natalité. Le morcellement trop poussé des terres pour permettre une exploitation rentable aurait incité les paysans à réduire les risques de partage en ayant moins d'enfants (cf. Asselain, 1989). La question du morcellement est présentée ici pages 106 sq., mais pas du point de vue de ses effets démographiques.

L'auteur montre bien, à l'aide de quantité de données, que les conditions sociales ne semblent guère meilleures en France, contrairement aux idées émises par O'Brien et Keyder. L'alcoolisme notamment fait des ravages et les fameux assommoirs s'y comptent par centaines de milliers (p. 48-49). La comparaison des deux systèmes éducatifs est intéressante et présente des informations peu fréquentes. La dureté de vie dans les campagnes apparaît très bien : "la mesquinerie, la méchanceté et l'égoïsme" dont parle l'auteur, qui utilise Weber et Zeldin contre la vision idyllique des révisionnistes, correspond bien là aussi au monde décrit par Zola dans *la Terre*. L'auteur cite Crouzet (p. 112) qui parle d'une vie "sinistre et bestiale" dans un ouvrage de 1980, dont on cherchera en vain la référence en fin de volume. À l'aide d'une analyse statistique détaillée, il évalue la productivité du travail dans le secteur agricole qui reste d'un tiers inférieure en France. Les rendements y sont également plus faibles malgré sa prétendue "vocation agricole" (ch. IV). Le mauvais fonctionnement des marchés, à la différence du cas anglais, explique en partie le retard du secteur rural.

La répartition des revenus n'est qu'évoquée dans le livre : l'idée d'une répartition plus égalitaire en Grande-Bretagne (p. 167) est contredite par des études récentes (Lindert, 1994) qui montrent que la répartition des actifs est au contraire beaucoup plus inégale au XIX<sup>ème</sup> siècle dans un pays qui n'a pas connu de révolution, contrairement à la France ou aux États-Unis, ce qui induit une plus

---

<sup>10</sup> Sur ce pionnier de la statistique et de l'économie du développement, voir Meier et Seers, 1988, p. 63 à 90 ; Arndt, 1990, p. 1045 à 1050.

forte concentration des revenus.

Un travail remarquable a été réalisé ici pour estimer la production et la productivité industrielles françaises au début du XX<sup>ème</sup> siècle à partir des rémunérations des facteurs de production, en utilisant toutes les données statistiques disponibles. La productivité française atteint en moyenne les deux tiers des niveaux britanniques, alors que les travaux d'O'Brien et Keyder aboutissaient à des résultats très voisins entre les deux pays (p. 152) ; de plus l'écart se serait creusé au XIX<sup>ème</sup> siècle en faveur de la Grande-Bretagne. Le manque de fiabilité des sources utilisées expliquerait pour Dormois leurs résultats optimistes. Il conteste aussi fermement leur vision d'une France de petites industries efficaces où les conditions de travail auraient été moins dures. Les travaux de Nye (1987) sur la taille des entreprises qui confirment son point de vue ne sont pourtant pas utilisés. Un fait peu connu est rapporté : la France réputée pauvre en fer devient le troisième producteur mondial grâce à l'exploitation du minerai de Briey (Lorraine) entre 1870 et 1914<sup>11</sup> (p. 158). Dans la plupart des secteurs cependant, les produits français sont moins compétitifs et n'atteignent pas la qualité britannique. On partage le point de vue de Crouzet, présenté p. 171, pour qui une France plus précocement industrialisée "aurait pu éviter trois invasions en soixante-dix ans". On pourrait ajouter qu'elle n'aurait pas perdu non plus sa prééminence politique, linguistique et culturelle du XVIII<sup>ème</sup> siècle au bénéfice de l'Angleterre... Mais l'idée que la faiblesse industrielle soit apparue au grand jour à l'occasion des guerres n'est pas tout à fait fondée. En particulier lorsque l'auteur parle des désillusions de 1914 (p. 285) et "du prestige international de la France qui avait contribué à masquer ses carences", il oublie que ce prestige avait été déjà profondément entamé par la défaite rapide de 1870, qui n'était pas due à un retard industriel. De plus, la Première Guerre mondiale n'est pas un bon exemple puisqu'il s'agit d'un conflit où l'industrie française a fait plutôt bonne figure : la bataille de Verdun, disait Ludendorff, chef d'État-major du Reich, "c'est la victoire des camions français sur le chemin de fer allemand".

Les quatre derniers chapitres sont les plus originaux parce qu'il s'agit d'une analyse chiffrée du secteur tertiaire, selon les mêmes méthodes que précédemment, un sujet assez mal débroussaillé pour les économies du XIX<sup>ème</sup> siècle. La tertiarisation<sup>12</sup> inégale des deux pays est présentée de façon très complète avec nombre d'apports originaux. Un chapitre est consacré aux services publics et à l'État, un autre à la Poste et aux communications dans les deux pays. On appréciera dans le premier l'introduction théorique sur le rôle de l'État, les

<sup>11</sup> Seule une partie de la Lorraine a été annexée par l'Allemagne après la défaite de 1870. Briey, au sud du Luxembourg, se situe du côté français à quelques kms de la nouvelle frontière.

<sup>12</sup> Le néologisme "tertiarisation" (p. 205), pour extension du secteur tertiaire dans une économie, n'a pas une orthographe encore bien fixée. On peut cependant lui préférer le mot "tertiarisation" qui semble plus conforme au génie de la langue et partant plus élégant. Inversement le terme "exogénéisation" (p. 15) serait avantageusement remplacé par celui d'"exogénéisation"...

différences de sensibilité à cet égard entre les pays et déjà l'hypertrophie en France ; dans le second, l'originalité et la fraîcheur du sujet qui constitue une étude de cas passionnante. La Grande-Bretagne, de par son avance économique, sera le premier pays postindustriel au début du XX<sup>ème</sup> siècle, avec un secteur tertiaire très développé (50 % du PNB dès 1910, p. 211), à productivité élevée, un fait qui a été masqué par toutes les analyses du "déclin industriel". La capacité financière de la *City*, la primauté dans les transports internationaux et l'efficacité de la distribution sont là pour nous le rappeler (p. 222 sq.).

L'auteur émet dans sa conclusion l'hypothèse convaincante que cette évolution est liée au commerce extérieur : "L'économie britannique a développé successivement ses avantages comparatifs en passant au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle du primaire au tertiaire en fonction d'une division mondiale accrue du travail" (p. 281). L'ouvrage se termine sur une prise de position ouvertement libérale, lointain écho de la main invisible : les interventions politiques françaises en faveur du progrès n'ont fait que l'entraver, tandis que la libre poursuite en Angleterre des intérêts privés a produit à la fin du siècle les niveaux de vie les plus élevés du continent.

Le livre se lit facilement malgré des passages assez longs qui résultent du côté "thèse" où l'on est obligé de développer dans le détail des considérations fastidieuses. Celles-ci auraient pu être davantage élaguées, par exemple, la discussion sur les agrégats dans le chapitre 1. Des citations intéressantes et originales émaillent l'ouvrage, comme celle de Victor Hugo sur les juges (p. 241), celle de von Mises sur les domestiques (p. 231), le mot de Mirabeau qui fait de la Provence une "gueuse parfumée" (p. 94), ou encore la restriction d'Adam Smith qui admettait que le libre-échange n'est pas toujours souhaitable : "la défense a priorité sur l'opulence" (p. 89).

Le style et la forme souffrent malheureusement d'un certain relâchement. On constate, en plus des inévitables coquilles, nombre d'erreurs comme les classiques "pallier à" (p. 16), ou "ressortait de" (p. 32), "ressortent à" (p. 45) à la place de "ressortissait à", "ressortissent à", et aussi la non application des règles en vigueur pour les majuscules (ex. première guerre mondiale, p. 17, Première guerre mondiale, p. 87, etc.). Il faut également rappeler que le caractère œ existe dans les traitements de texte, il remplacerait avantageusement oe dans tous les termes comme vœux, main d'œuvre, au cœur de..., etc. Par ailleurs, le mot *climacteric* ne se traduit pas par "climactérique" (p. 282, note 2), mais par climatérique, il signifie période critique ou dangereuse de la vie, et a été appliqué à la dépression des années 1873-1896, *la grande climatérique*.

On trouve encore des phrases *mal formulées* (p. 86 : "En 1913 le pays dépendait pour son alimentation à 70 % de ses importations" : on comprend que 70 % de l'alimentation venait des importations, mais la tournure est ambiguë) ; *erronées* (p. 32 : "la stagnation démographique a constitué le lointain *primum mobile* du ralentissement de la croissance démographique"...); *fautives* (p. 113 :

"pas de la manière dont il eut souhaité" ; p. 64, 162 : "de part son climat", "de part sa taille" ; p. 170 : "quand à la formation...") ; *mal écrites* (p. 171 : "Mais, outre... l'ouvrier en usine.") ; *inachevées* (p. 178, fin du § 2) ; ou *incompréhensibles* (p. 19 : "Il resterait à examiner si la proposition selon laquelle le prix des biens de production expliquerait cette surcapitalisation cachée").

La bibliographie est abondante et très à jour, pratiquement tous les grands textes de la *New Economic History* sont présents et on appréciera aussi les références littéraires, comme l'ouvrage d'André Maurois sur les Anglais, les souvenirs de Kipling, ou l'essai d'Edith Wharton sur les mœurs françaises, d'ailleurs récemment traduit et publié chez Payot (1999). Mais l'appareil bibliographique se trouve trop souvent en défaut, un très grand nombre des ouvrages cités dans le texte sont absents des références finales. Une vérification de la concordance des dates de textes cités aurait pu éviter l'accumulation de ces fautes. Quelques exemples tirés du seul chapitre I : p. 6, Marzewski, 1964 ; p. 7, Hoppit, 1990 ; p. 11, Abramovitz, 1986, Maddison, 1990 ; p. 17, Roehl, 1983, O'Brien, 1980 ; p. 18, Crafts, 1985 ; p. 23, Crouzet, 1968 ; p. 26-27, Bairoch, 1979 ; Colin Clarke (sic), 1960, etc. Cette lacune se retrouve constamment et beaucoup de pistes données sont ainsi perdues pour le chercheur : par exemple, lorsque l'auteur parle p. 89 du sacrifice de la céréaliculture britannique, en indiquant comme référence Olson & Curtis, 1973 (et même la page !), le lecteur intéressé va immédiatement en bibliographie chercher le titre et l'éditeur, et il ne trouve rien... Des noms aussi sont estropiés, comme celui de Colin Clark alors que l'ouvrage est basé sur sa célèbre distinction des trois secteurs (ex. p. 27, 205), ou celui de Stefano Fenoaltea, transformé à trois reprises en Fenolatea... (p. 302). On aurait pu attendre d'un livre publié en 1997 à partir d'une thèse de 1992 qu'il fasse l'objet d'une chasse aux petites imperfections plus poussée.

L'ouvrage tourne assez vite au face à face *Dormois-O'Brien et Keyder*. Le premier parle fréquemment "des auteurs révisionnistes", alors que ce sont presque toujours ces deux derniers noms qui reviennent en exemple (ex. p. 169). Cela est bien sûr justifié par le fait qu'O'Brien et Keyder sont à l'origine des travaux les plus importants, mais les autres (Nye, Roehl, Cameron, Freedeman, et même Crafts avec sa thèse stochastique) semblent avoir été quelque peu oubliés dans le débat. Cependant l'argumentation de l'auteur est bien étayée et en général convaincante. L'idée que la France ait "manqué des occasions" (p. 283) tout au long des XVIII<sup>ème</sup> et XIX<sup>ème</sup> siècles, à cause du mauvais fonctionnement des marchés et d'une série d'obstacles politiques et institutionnels, est tout à fait fondée. Le livre souffre d'une foule de petites erreurs de forme qui auraient pu être corrigées facilement, mais l'essentiel est le fond, et de ce point de vue, il est extrêmement riche. Il soutient sa thèse "anti-révisionniste" avec brio et rigueur, et il emporte l'adhésion.

## RÉFÉRENCES

- Arndt H.W., 1990, "Colin Clark as a Development Economist", *World Development*, 18(7), p. 1045-1050.
- Asselain J.-Ch. coord., 1989, "Continuités, traumatismes, mutations", *Revue économique*, 40(6), Novembre, p. 1137-1188.
- Cameron R. and C.E. Freedeman, 1983, "French Economic Growth: a Radical Revision", *Social Science History*, n° 7, Winter, p. 3-29.
- Clark Colin, 1940, *Conditions of Economic Progress*, Macmillan, London.
- Lindert P.H., 1994, "Unequal Living Standards", in R. Floud and D. McCloskey (éd.), *The Economic History of Britain since 1700*, 2è éd., Vol. 1, Cambridge University Press, p. 357-386.
- Meier G.M. and Seers D. (éd.), 1988, *Les Pionniers du développement*, Banque mondiale, Economica, Paris.
- Nye J.V., 1987, "Firm Size and Economic Backwardness: a New Look at the French Industrialization Debate", *Journal of Economic History*, 47(3), Sept., p. 649-669.
- Nye J.V., 1991, "The Myth of Free-Trade Britain and Fortress France: Tariffs and Trade in the 19th Century", *Journal of Economic History*, 51(1), Mars, p. 23-46.
- O'Brien P.K. and Keyder C., 1978, *Economic Growth in Britain and France 1780-1914: Two Paths to the Twentieth Century*, London: George Allen & Unwin ; "Les voies de passage vers la société industrielle en Grande-Bretagne et en France (1780-1914)", *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations*, 34(6), 1979, p. 1284-1303.
- Roehl R., 1976, "French Industrialization: a Reconsideration", *Explorations in Economic History*, n° 13, p. 233-281 ; trad.: "L'industrialisation française, une remise en cause", *Revue d'Histoire économique et sociale*, 54(3), 1976 ; critique de R.E. Locke, "French Industrialization: The Roehl Thesis Reconsidered", *Explorations in Economic History*, n° 18, p. 415-433, 1981, suivi par Roehl, "A Reply", p. 434-435.
- Wharton E., 1999, *les Mœurs françaises* ("French Ways and their Meaning"), traduit de l'anglais (États-Unis) par Jean Pavans, Payot, Paris.
- N.B. Les lecteurs intéressés trouveront une autre critique de cet ouvrage dans *The Economic History Review*, LII(1), February 1999, p. 173-174, par Roger Price.

**Ho Hai Quang, *Contribution à l'histoire économique de l'île de la Réunion (1642-1848)*, Préface de René Squarzoni, l'Harmattan, Paris 1998, 240 p.**

Cet ouvrage nous présente l'histoire économique de la Réunion depuis le peuplement initial jusqu'à l'abolition de l'esclavage. L'auteur, en poste à l'université de la Réunion depuis le début de la décennie, a profité de cette occasion pour approfondir, dans la grande tradition universitaire, notre connaissance de l'île. Il fournit des réponses précises à la question que tout visiteur curieux se pose lorsqu'il la découvre : Comment cette société s'est-elle forgée ? Selon David Landes (1998, p. xxi) l'approche historique est la méthode d'analyse la plus efficace, "car la meilleure façon de comprendre un problème est de se demander : comment et pourquoi en est-on arrivé là ?" Le livre est passionnant parce qu'il applique cette démarche en partant d'un lieu vierge : l'île n'avait jamais été habitée avant le XVII<sup>ème</sup> siècle, elle n'a donc que trois siècles et demi d'histoire humaine, alors que celle-ci remonte à trois millions et demi d'années sur le continent voisin... Ainsi peut-on se livrer pour ce microcosme de l'humanité<sup>13</sup> à une histoire totale qui part des véritables origines.

L'auteur qualifie son travail, de façon à la fois modeste et ambitieuse, de "première tentative d'interprétation théorique de l'évolution économique de la Réunion" (p. 14) ; modeste, parce qu'il ne s'agirait que d'une simple *tentative*, ambitieuse parce qu'elle constituerait un travail pionnier, *une première*. Il précise ainsi son projet : "critiquer, réinterpréter et mettre en perspectives les faits historiques à l'aide des outils de l'analyse économique" (p. 12). Pour cela, il faut repérer les classes sociales en présence et étudier les rapports économiques qu'elles entretiennent afin de comprendre les conflits historiques. HHQ prévient qu'il traite d'aspects sociaux impossibles à modéliser : "les dimensions qualitatives des phénomènes et des processus économiques, les structures de la propriété, les relations économique-sociales... ne se laissent pas emprisonner dans des systèmes d'équations" (p. 12). La théorie marxiste seule permettra donc d'éclairer l'évolution économique de l'île. Écoutons là aussi l'auteur présenter sa démarche :

*"Marx a peu écrit sur les sociétés précapitalistes. Et quand il en parle, c'est de la féodalité européenne, de l'esclavage antique, du mode de production germanique, un peu du mode de production asiatique. Or, Bourbon des années 1642-1848 n'a rien à voir avec ces sociétés. Ici aussi, il m'a été impossible de "copier" Marx, d'appliquer ses schémas généraux de pensée concernant les sociétés précapitalistes. En fait, l'économie de Bourbon ne ressemblant à aucune économie déjà analysée par les marxistes, il m'a fallu beaucoup construire par*

<sup>13</sup> Roger Vailland, à la suite d'un séjour à la Réunion en 1952, aborde cette question du microcosme et du caractère spécifique de l'insularité en rapportant un dialogue étonnant avec un Petit-Blanc des Hauts. C'est également l'occasion d'un magnifique portrait de l'île par un grand écrivain (*La Réunion*, dans *Boroboubour*, Gallimard, Paris, 1981).

moi même... à partir des matériaux fournis par Marx... J'ai repris la méthode dialectique générale (exposée dans la "Contribution à la critique de l'économie politique" ; Éditions sociales ; 1969 ; p. 164-172). J'ai repris aussi les concepts clés du matérialisme historique : "mode de production, rapports sociaux de production, forces productives". J'ai repris enfin l'idée que la société est un tout cohérent dans lequel l'économique joue le rôle moteur et unificateur en dernière instance. J'ai dû inventer tout le reste... Mon travail est donc aussi une contribution au marxisme".

L'histoire de la Réunion peut être commodément divisée en deux phases, selon les modes de production en vigueur. La première est celle où règne l'esclavage (1642-1848), la seconde, celle de la mise en place du capitalisme. Le mode de production esclavagiste fait l'objet de ce premier ouvrage qui aura donc une suite. L'auteur y distingue deux périodes, les années 1642-1707, caractérisées par l'agriculture de subsistance, et les années 1707-1848 où les exportations primaires dominent dans une société de plantations. Chaque période est elle-même divisée en sous-périodes qui donnent le plan chronologique du livre :

<i>Première partie :</i>	<i>Émergence de l'esclavage</i>
1642-1674 :	L'Économie de cueillette (ch. 1)
1674-1707 :	Agriculture de subsistance et esclavage (ch. 2)
<i>Deuxième partie :</i>	<i>Exportations primaire et esclavage</i>
1707-1723 :	Féodalité et esclavage, introduction du café (ch. 3)
1723-1789 :	Croissance, différenciation sociale et esclavage (ch. 4)
1789-1848 :	Fin du féodalisme, apogée et déclin de l'esclavage, économie sucrière (ch. 5)

Les premiers chapitres présentent de façon fascinante les débuts du peuplement de l'île : on imagine les premiers pas de ces hommes aventureux, démunis au départ et venus d'un autre monde, dans cet éden tropical ("*nous eûmes abondamment de tout et à notre choix*", p. 31). Le rôle de la Compagnie des Indes, qui tient à la fois de survivances féodales et du capitalisme commercial, est tout aussi intéressant. L'interdiction précoce de l'esclavage à Madagascar et à Bourbon en octobre 1664, "pour gagner l'affection des originaires en les traitant avec humanité et tendresse", même s'il s'agit d'un moyen pour perpétuer la présence coloniale et développer le commerce, comme le dit HHQ, est assez étonnante pour l'époque. La façon dont on attire les candidats à l'exil dans les rues de Paris pour en faire des salariés de la Compagnie est également très instructive. Celle-ci réalise des profits sur le commerce avec les navires de passage, revendant plus cher et rachetant moins cher les marchandises aux Habitants, et pour l'auteur il s'agit en terme marxiste "d'un surprofit commercial au moyen d'un échange inégal institutionnalisé" (voir aussi p. 105 : "la pratique de l'échange inégal permet à la Compagnie de



s'approprier le surtravail"). Une formulation libérale<sup>14</sup> serait que les différences de prix sont la rémunération des services rendus par la Compagnie qui fournit une structure organisée capable d'assurer les liaisons entre la métropole et Bourbon (cf. note 122, page 95).

Pour les premiers temps de l'île au XVII<sup>ème</sup> siècle, HHQ retient l'idée que l'esclavage a été progressivement introduit, malgré l'interdiction initiale, par des pirates repentis installés dans la colonie et qui ont formé environ un tiers de sa population à cette époque. À la fin du siècle, vers 1700, l'esclavage et la traite sont organisés et institutionnalisés, le mode de production esclavagiste se met en place. Une ordonnance de 1674 avait interdit les mariages entre Blancs et Noirs, et sa formulation selon l'auteur introduit "un modèle social raciste où les Blancs forment l'élément dominant et les Noirs l'élément dominé". La dynamique présentée dans les deux premiers chapitres peut être résumée ainsi : on passe progressivement de la pratique de *l'esclavage* à *un système esclavagiste*, dont l'institutionnalisation démarre en 1674, puis *un mode de production esclavagiste*. L'auteur distingue par ailleurs ces trois étapes :

- "*L'esclavage* est seulement la propriété de l'homme sur l'homme ; il peut se limiter à un rapport interpersonnel.
- Pour qu'on ait affaire à *un système esclavagiste*, il faut que ce rapport de propriété soit généralisé, légalement institutionnalisé, régulièrement reproduit, intériorisé par les hommes au niveau des idées.
- Mais on peut très bien avoir un système esclavagiste sans avoir *un mode de production esclavagiste* : si par exemple les esclaves sont utilisés comme simples serviteurs, domestiques, partenaires sexuels, on n'a pas de mode de production esclavagiste, celui-ci n'existe que lorsque les esclaves sont régulièrement insérés dans la production, sont normalement utilisés comme moyens de production".

La domination des Blancs ne date donc pas de 1674, ce n'est pas quelque chose qui a été introduit à ce moment dans un monde égalitaire où jusque là les deux races se mélangeaient plus ou moins harmonieusement. Les Européens dominaient les Africains depuis des lustres, depuis qu'ils avaient commencé les razzias sur les côtes du continent au XV<sup>ème</sup> siècle, tout simplement parce qu'ils avaient une avance technique. Les peuples noirs avaient un retard énorme sur les Blancs, retard qui expliquait le sentiment de supériorité de ceux-ci et la pratique de l'esclavage. Tout cela ne date pas du XVII<sup>ème</sup> siècle ni de l'ordonnance de 1674. L'inégalité est en place dès le départ, les Noirs n'avaient aucun droit, puisque ce ne sont pas des vaisseaux africains qui ont exploré les côtes européennes ou qui sont venus prendre possession de l'île de la Réunion, ni des

<sup>14</sup> Pour une analyse libérale de l'esclavage, voir Drescher et Engerman, 1998.

canons africains qui ont permis la déportation de peuples blancs... Au XVII<sup>ème</sup> siècle il était totalement inconcevable pour les Européens de raisonner autrement, les Africains étaient considérés comme des sauvages et les penseurs

les plus éclairés prenaient l'esclavage pour une pratique naturelle<sup>15</sup>. Il faudra attendre un siècle pour que les Lumières commencent à combattre cette institution au niveau des idées, et encore un siècle pour que le XIX<sup>ème</sup> l'abolisse dans les faits.

L'usage fréquent des expressions "raciste", "racisme", "idéologie raciste", "montée du racisme" dans le texte est compréhensible puisque l'esclavage est certes la forme la plus poussée et la plus horrible du racisme, mais ces termes sont modernes et ils semblent relever pour cette époque de l'anachronisme. La conscience de la perversité du racisme ne naîtra que beaucoup plus tard, quand les idées d'égalité seront répandues par la Révolution, et elle ne se développera que très lentement. C'est seulement depuis 1945 et pour des raisons évidentes que cette conscience finira par s'imposer. Au XVII<sup>ème</sup>, on est encore dans une période où la mise en esclavage des races considérées comme moins évoluées semble normale même aux plus grands esprits. Rappelons qu'il n'y a pas si longtemps encore, vers 1890, le fondateur de l'école publique en France, Jules Ferry, parlait ouvertement des "races inférieures" dans ses discours sans que personne y trouve à redire... Traiter de racistes les comportements du XVII<sup>ème</sup> siècle semble a fortiori tout à fait inadéquat, parce que le mot et son esprit sont contemporains. Il serait par exemple absurde de traiter les Romains du II<sup>ème</sup> siècle ou les Arabes du X<sup>ème</sup> de racistes parce qu'ils pratiquaient l'esclavage sur une grande échelle. On comprend bien que l'auteur ne l'utilise pas dans son sens actuel, mais l'ambiguïté subsiste et un autre terme aurait permis de la lever.

De même, page 50 et suivantes, l'auteur se pose la question de savoir "pourquoi les Habitants eurent recours à l'esclavage et non pas à une autre forme de travail". Il y répond de manière très analytique et logique, mais sans doute un peu trop car il n'est pas nécessaire d'aller chercher des explications aussi mécanistes. Il néglige la cause essentielle qui est culturelle. L'esclavage a été appliqué parce que dans cette partie du monde (l'Afrique) et à cette époque (le XVII<sup>ème</sup>) il s'agissait d'une pratique générale qui paraissait naturelle et évidente pour tous. Il serait par exemple aussi inutile de chercher des raisons logiques pour expliquer pourquoi les colonies grecques installées sur les pourtours de la Méditerranée au VI<sup>ème</sup> siècle avant notre ère se sont mises à pratiquer l'esclavage.

Dans la deuxième partie du livre on passe au XVIII<sup>ème</sup> siècle qui voit

---

<sup>15</sup> A plusieurs reprises par la suite, l'auteur parle de l'impossibilité pour les Petits-Blancs de travailler au niveau des esclaves ou des affranchis (ex. p. 185), ce qui montre bien le gouffre qui existait jusqu'au XIX<sup>ème</sup> siècle entre les races.

l'introduction du café par la contrainte, un nouveau régime foncier (semi-propriété), le renforcement de l'administration locale (Gouverneur, Assemblée, police) et le développement de la traite sur une grande échelle. HHQ montre parfaitement comment le mode de production esclavagiste se met en place avec l'extension du café<sup>16</sup> : l'esclave qui produit dans les plantations, au lieu de fournir simplement des subsistances à son maître, devient "un moyen de faire du profit", ainsi que "la modalité normale d'accumulation du capital" (p. 77). Le fameux *Code Noir*, analysé dans le chapitre 3, est promulgué en 1685 pour les Antilles et étendu en 1723 à Bourbon. L'auteur a la bonne idée de joindre le document infamant en annexe (p. 218 à 227). Le terme même a maintenant une double connotation, il désignait bien sûr à l'époque uniquement et "innocemment" le code régissant *l'esclavage des Noirs*, mais il a pris aujourd'hui un deuxième sens inconscient, celui de *Code noir*, comme une liste noire ou une noire pensée, qui correspond à tout ce qu'il a d'horrible.

Le Code Noir reconnaît cependant *l'humanité* de l'esclave et certains droits (mariage, pratiques religieuses, repos le dimanche, droit à la vie : le maître ne peut tuer son esclave, il est dans l'obligation de le nourrir, l'esclave peut déposer une plainte<sup>17</sup>, etc., p. 78 sq.). HHQ fait une analyse intéressante de ce paradoxe en expliquant qu'il s'agit de mieux le dominer, parce qu'on peut punir un être humain doué de raison, alors qu'un objet ne peut l'être. On peut évangéliser un homme et ainsi le soumettre, mais pas une chose. Tout est ainsi mis en œuvre pour assurer "la maximisation de l'exploitation", par l'esclavage, et "la reproduction du rapport social", grâce à tous ces aspects extra-économiques. L'auteur trouve ici des accents aux réminiscences marxistes lorsqu'il parle d'utiliser la religion pour maintenir l'esclave dans les chaînes... Ce point de vue est en partie seulement justifié, car il y a aussi des aspects moraux et désintéressés dans les droits accordés aux esclaves. On ne peut nier que l'humanité ait progressé sur ce plan<sup>18</sup>. Entre l'Antiquité, où l'esclave n'a aucun droit – son maître a sur lui pouvoir de vie ou de mort et il est considéré comme une chose (ce qui n'empêche pas les punitions, contrairement à ce que soutient le livre) –, et la situation actuelle où l'esclavage est presque partout banni, il y a une situation intermédiaire, celle justement des Temps modernes pendant lesquels l'esclave est cruellement opprimé mais cependant mieux traité<sup>19</sup> qu'à l'époque

<sup>16</sup> A ce propos, le lecteur s'interroge : on laisse page 73 les cultures dépérir faute d'expérience en 1720, mais la façon dont elles reprennent et prospèrent, pas plus que les dates, ne sont fournies dans le chapitre. On ne les retrouve qu'à la page 97 quand "l'agriculture de subsistance recule rapidement devant l'avancée des plantations de café". La réponse est finalement donnée dans le chapitre suivant, p. 108 sq.

<sup>17</sup> Droit plus théorique que réel comme on peut l'imaginer ! Ho en explique les limites page 82.

<sup>18</sup> La description précise que l'auteur donne des améliorations au statut de l'esclave dans le Nouveau Code Noir de 1846 va d'ailleurs dans ce sens (p. 170-171).

<sup>19</sup> Par exemple, comme le signale l'auteur page 81, le maître doit nourrir et entretenir les esclaves "infirmes par vieillesse, maladie ou autrement". Il y a là quelque chose qui aurait été inconcevable dans l'Antiquité et, curieusement, une disposition évoquant de façon très lointaine les futures lois

grecque ou romaine. Le rôle de l'Église et de la religion dans cette évolution morale est ici fondamental, même si les exactions et les abominations qu'on peut aussi leur attribuer sont trop connues pour être rappelées. Le fait que l'esclavage à l'époque des Lumières n'ait plus grand chose à voir avec l'esclavage dans l'Antiquité montre qu'il y a eu des "progrès". Le tableau reste assez sombre comme cela au XVIII<sup>ème</sup> siècle, il n'a pas besoin d'être noirci.

De même, p. 88-89, on ne peut être d'accord avec l'auteur lorsqu'il soutient que les explications de la contrainte religieuse fournies par le législateur du Code Noir ne valent rien. Il tombe ici dans une appréciation a-historique. Il est évident pour nous, au XX<sup>ème</sup> siècle, que la privation de la liberté ne saurait être compensée par l'apport de la religion, que l'idée d'un législateur soucieux de "l'avenir spirituel de l'esclave" semble risible quand il le soumet aux plus dures des peines. Mais le législateur n'est justement pas un homme du XX<sup>ème</sup> siècle, il ne raisonne pas comme nous ! Il faut se replonger dans l'esprit imbu de mysticisme de l'époque, sinon on tombe dans l'anachronisme, la faute la plus grave qui menace l'historien. Aussi délirant que cela puisse nous paraître, les législateurs de l'époque étaient à coup sûr sincèrement persuadés que l'apport de la religion dédommageait largement de la suppression de la liberté ! Une étude des textes littéraires du XVII<sup>ème</sup> (Bossuet par exemple), une plongée dans l'histoire de l'Europe à peine sortie des guerres de religion, une analyse des mœurs de l'Ancien Régime où l'athéisme est un crime qu'on doit cacher à tout prix, tout cela ne peut que nous convaincre de la bonne foi de ces gens, qu'il est impossible de juger à l'aune de notre culture.

Il est juste de dire que la religion avait pour rôle de maintenir la docilité et un esprit de soumission, non seulement pour les esclaves mais aussi pour tous les opprimés de l'Ancien Régime et ensuite de la bourgeoisie. On sait depuis longtemps que l'Église n'est plus celle des premiers chrétiens, qu'elle est conservatrice et qu'elle soutient un ordre social injuste. Mais il est également exact de soutenir que dans cette entreprise les juristes et les hommes d'Église, même s'ils se faisaient ainsi les agents d'une domination injustifiable, même s'ils allaient à l'encontre de *la lettre* de l'Évangile, étaient persuadés d'agir pour le bien de l'humanité en général, et celui des esclaves en particulier.

On peut douter également que la nécessité d'imposer une religion unique aux esclaves s'explique par la crainte de conflits religieux de type européen (le risque de voir "des guerres de religion s'allumer dans les plantations !", p. 91). On est en 1723, l'Édit de Nantes a été révoqué depuis près de quarante ans, le royaume est entièrement catholique et pacifié, on ne craint plus un retour des guerres de religion... La vraie raison est sans doute ailleurs, dans la volonté d'interdire les pratiques magiques, les religions animistes, la sorcellerie, les sacrifices, etc., introduits par les esclaves africains dans les colonies et qui

---

sociales, dans le dernier document où on pourrait s'attendre à la trouver !

auraient pu mettre en péril l'ordre social, comme on l'a vu aux Antilles ou au Brésil.

A propos des attaques des esclaves marrons sur les Habitations (p. 134), HHQ prête une conscience politique aux assaillants qui avaient "pour objectif de mettre fin au système esclavagiste", qui s'attaquaient aux "symboles matériels du système esclavagiste contre lequel ils étaient en lutte". C'est là s'avancer un peu vite ! Nous ne pouvons nous mettre dans la peau de ces gens pour savoir comment ils raisonnaient, mais les imaginer avec une vision de la lutte des classes et une volonté de mettre fin à un système d'exploitation semble absurde. Comment des hommes transplantés de diverses régions du continent africain ou de Madagascar, qui n'avaient aucune conscience du monde ou de la société, de l'histoire ou de la géographie, exilés loin de tout et vivant en des temps prémarxistes, auraient pu avoir de telles idées ? En fait ils menaient à Bourbon des guerres semblables aux guerres tribales de leurs régions d'origine, condition de la survie du groupe dans un monde primitif.

Lorsque HHQ explique la différenciation sociale au XVIII<sup>ème</sup> siècle, il distingue d'un côté les anciens Habitants qui sont dans une position favorable (p. 143), et de l'autre "les nouveaux Habitants et les descendants des anciens Habitants", dans une situation moins bonne. Mais là, on ne comprend plus très bien car les anciens Habitants ne sont pas éternels, et les descendants des anciens Habitants perpétuent cette même catégorie, ils n'en forment pas une nouvelle...

La Révolution détruit les restes de la féodalité dans l'île et le paysan devient propriétaire, mais elle ne supprime pas l'esclavage. Seule la traite sera interdite en 1815-1817 : *le commerce* des esclaves devient *un trafic*, c'est-à-dire une activité illégale. Mais *la pratique* de l'esclavage reste licite<sup>20</sup> et, pour quelques décennies à la Réunion, "l'organisation économique-sociale repose désormais exclusivement sur le couple maître/esclave" (p. 161). La canne à sucre se développe, gagne sur les autres cultures, et l'île devient une économie sucrière. La révolution industrielle arrive avec les machines à vapeur utilisées dans les sucreries, premières industries locales. L'introduction du "salarariat contraint", en 1828, avec une main-d'œuvre immigrée (Indiens puis Chinois) et locale (esclaves affranchis), correspond à une transition vers l'économie capitaliste. Comme le dit très bien l'auteur, avec la révolution économique provoquée par l'abolition, "l'esclave devient un prolétaire, et le planteur, de maître qu'il était, devient un capitaliste" (p. 188). La lutte des classes n'a pas été le moteur principal de

---

<sup>20</sup> Il n'est pas inutile de rappeler ici quelques dates clés : la Grande-Bretagne interdit la traite en 1807 et l'esclavage en 1833 ; la France en 1817 et 1848. À partir de 1817 les grandes puissances interdisent et pourchassent la traite sur tous les océans. Les États-Unis abolissent l'esclavage en 1863, l'Espagne en 1866, le Brésil en 1888, la Turquie en 1925, l'Arabie saoudite en 1962 et la Mauritanie théoriquement en 1980. En France, la Convention avait aboli l'esclavage le 4 février 1794 mais le consulat l'avait rétabli le 20 mai 1802 ; voir p. 158-161 de l'ouvrage, ainsi que Dubois, 1999.

l'évolution interne dans le cas présent, car l'île est insérée dans un système plus vaste, ce sont les influences extérieures (l'introduction du café en 1707, la fin du monopole de la Compagnie en 1769, la Révolution de 1789, l'abolition de 1848) qui ont apporté les changements et fait évoluer les modes de production.

Ho Hai Quang a effectué une recherche très difficile et laborieuse, pour une période aussi éloignée où les sources sont rares, et il parvient à nous restituer, grâce à des témoignages d'époque précieux, tout un monde de façon extrêmement vivante et détaillée. Quelques exemples peuvent être donnés comme l'anecdote du négrier qui, dans les premières années après l'interdiction de la traite en 1817, explique comment le trafic se poursuit en toute sécurité (p. 167), ou encore cette pétition émouvante des ouvriers parisiens qui demandent l'abolition à la Chambre des députés en 1844 (p. 170), et aussi le discours de Sarda-Garriga en 1848 qui exhorte les esclaves libérés à travailler pour "un faible salaire, une piastre par mois, et même RIEN, si on ne peut pas les payer !"

Le livre est bien écrit et agréable à lire. Quelques expressions posent problème comme "un million de livres pesant" (p. 114) dont le sens exact pourrait être précisé, ou celle de "faux sauniers" (p. 145) qui mériterait une note car le terme date de l'Ancien Régime (contrebandiers du sel). Parfois le ton est un tantinet moralisateur, comme souvent chez les auteurs marxistes. Un exemple (p. 119) est celui où l'on voit Mahé de la Bourdonnais animé "par ses intérêts personnels". Entre la vision traditionnelle hagiographique d'un gouverneur transformé en une sorte de Sully des Mascareignes et celle du livre où il devient un exploiteur intéressé, peut-être y aurait-il un juste milieu à trouver. Dans le même ordre d'idées, il est amusant de constater que HHQ est assez réticent pour reconnaître au profit ou au droit de propriété des effets favorables, p. 49 : "Il est probable que devenus possesseurs de leur terre, les Habitants aient été davantage intéressés à les cultiver", "La possibilité de réaliser des profits a peut-être pu stimuler la production". On a envie de dire, c'est plus que probable, c'est plus que peut-être !

On trouve à la fin du livre une bibliographie très complète sur la question, où cependant l'auteur a l'élégance de ne pas citer ses propres travaux, ce qui n'est guère courant. L'ordre alphabétique n'est pas toujours suivi, ainsi Scherer, Sédillot, Serviable sont mal placés. Une petite critique porte aussi sur les titres des ouvrages qui ne sont pas soulignés et ne se différencient pas du reste de la référence, ex. S.W. Mintz : esclave = facteur de production ; l'économie politique de l'esclavage ; Dunod, etc., au lieu de : S.W. Mintz, *Esclave = Facteur de production, l'Économie politique de l'esclavage*, Dunod, etc.

Les schémas des institutions et des rapports successifs de production (p. 58, 71, 98, 100, 129, etc.), ainsi que les tableaux (p. 57, 86, 102, 110-111, 115, etc.) sont très bien faits et dénotent un souci de clarté qui n'étonne guère de la part d'un pédagogue averti. On trouvera aussi en annexe des analyses

graphiques, en termes de fonctions de production, qui complètent les développements littéraires du texte. La fin du chapitre 3, qui décortique les différences entre le mode de production féodal classique et celui de la Compagnie des Indes à la Réunion, est à cet égard particulièrement remarquable. Il en va de même du passage sur la croissance extensive dans le chapitre 4. L'auteur explique très bien les ressorts de la croissance qui suit la fin de l'exclusif en 1769, et toute cette partie (p. 123 à 129) est un modèle d'application de l'analyse économique à l'histoire. Elle donne une vision claire qui réfute au passage les interprétations traditionnelles des historiens faisant du libre-échange la seule cause de la croissance.

La conclusion reprend sous forme de tableaux détaillés les types d'organisation successifs de l'île entre 1664 et 1848 – en termes marxistes, c'est-à-dire faisant apparaître les différents modes de production (infrastructure) et les superstructures juridiques et politiques –, dans une présentation très éclairante. Le grand mérite du travail de HHQ est de donner à des concepts abstraits une expression concrète et de les utiliser pour mieux comprendre ce qui s'est passé à la Réunion pendant ces deux siècles. Les étudiants notamment – et pas seulement on l'espère ceux de l'île –, qui voient de manière toujours rapide les outils marxistes, auront là entre les mains un exemple remarquable d'application de cette analyse à une réalité, et d'élucidation de cette réalité. Les enseignants et tous ceux qu'intéresse l'histoire économique y trouveront un ouvrage rigoureux, original et passionnant. Un philosophe a affirmé que *le monde était une soupe et la pensée une fourchette*. Dans ce livre, Ho Hai Quang nous fournit la cuiller qui donne accès à la compréhension d'un monde particulier, l'économie et la société réunionnaises.

## RÉFÉRENCES

- Drescher S. and Engerman S.L., (éd.), 1998, *A Historical Guide to World Slavery*, Oxford University Press, New York.
- Dubois Laurent, 1999, *Les Esclaves de la république, l'histoire oubliée de la première émancipation, 1789-1794*, trad. de l'anglais (États-Unis), coll. "Liberté de l'esprit", Calmann-Lévy, Paris.
- Ho Hai Quang, 1999, "L'esclavagisme à la Réunion : un essai de périodisation économique", Working Paper, Université de la Réunion.
- Landes D.S., 1998, *The Wealth and the Poverty of Nations: Why Some Are So Rich and Some So Poor*, W.W. Norton, New York ; Abacus, London, 1999.

**Michel Herland, *Le Vietnam en mutation*, La Documentation française, coll. "Les Études", 1999, Paris, 158 p.**

Dans la collection des *Études de la Documentation française*<sup>21</sup>, ce livre nous ramène à l'Asie émergente, centre des débats en 1997-1998 lorsque les Cassandre attendent avec délice son effondrement, mais aussitôt disparue des préoccupations médiatiques dès que la reprise se confirme. Et il nous ramène vers le pays qui a parcouru la plus longue route, dans le temps le plus court, du socialisme réel au marché chaotique, le pays qui devrait susciter ici l'intérêt le plus aigu pour des raisons historiques évidentes.

L'ouvrage équilibré et complet de Michel Herland part, dans une optique pluridisciplinaire, de la géographie (premier chapitre) pour présenter l'histoire du pays (ch. 2), puis les aspects culturels et politiques (troisième et quatrième chapitres), avant de terminer sur le domaine propre à l'auteur, l'économie (chap. 5 et 6). Tous ceux qui s'intéressent à l'Asie trouveront ici une analyse exemplaire, synthétique et élégante<sup>22</sup>, concentrée sur environ 150 pages, dans une collection dont la réputation n'est plus à faire. Il faut souligner également la richesse et la variété des encadrés<sup>23</sup> qui abordent les sujets les plus divers, depuis le cas de la propriété foncière au Vietnam (où l'auteur nous rappelle qu'il est aussi un historien de la pensée économique lorsqu'il fait un lien théorique avec Ricardo et Walras), en passant par les relations économiques actuelles entre Paris et Hanoi ou les effets de la crise asiatique, jusqu'aux aspects politiques,

---

<sup>21</sup> Parution simultanée dans le périodique Notes et études documentaires n° 5094.

<sup>22</sup> Quelques erreurs minimes ou formulations contestables (par exemple la note de la page 13 annonce un tableau 2 qui est en fait le tableau 3 ; l'usage des majuscules dans les termes historiques et géographiques, ex. Seconde Guerre mondiale, empire français, p. 21, région Côtière, p. 52 ; "la courbe de Lorentz" au lieu de Lorenz, p. 52) ne nuisent guère à la très grande qualité générale de la forme : une relecture attentive a permis d'éliminer presque toutes les coquilles. Quant au style de l'auteur, il est au-dessus de toute critique : l'écriture est élégante et claire, l'ouvrage se lit ainsi avec facilité même dans les passages un peu austères sur les aspects de conjoncture économique et monétaire. On peut regretter cependant la mise en page propre à cette édition de la Documentation française, telle qu'elle apparaît, par exemple, dans la conclusion (p. 135) : la présentation des paragraphes et des alinéas choisis est peu esthétique, ce qui heurte le regard. Pourquoi aucun alinéa à la première ligne et pourquoi des alignements ensuite très éloignés du début de la ligne ? Les éditeurs pourraient consulter avec profit les ouvrages sur les règles en vigueur et notamment les passages consacrés à la présentation du texte (Imprimerie nationale, *Lexique des règles typographiques*, 1993, p. 152-153).

<sup>23</sup> La plupart sont rédigés par l'auteur, mais certains sont constitués d'extraits de spécialistes comme celui sur les îles Spratley (Marc Lagrange) et celui sur les risques d'une dollarisation de l'économie (Sylviane et Patrick Guillaumont).



diplomatiques et culturels (les dirigeants du pays, les litiges internationaux, la mentalité, le marxisme vietnamien, les chronologies, etc.). Le lecteur qui recherche une information précise sur le Vietnam, ou simplement le lecteur curieux du monde, trouvera amplement de quoi répondre à toutes ses interrogations sur ce pays à la fois lointain et proche (voir également sur le même sujet, Herland, 2000).

Une première précision, le fait que la population soit plus nombreuse que celle de l'Hexagone, suffira à le rappeler aux réalités : on a l'habitude de considérer le Vietnam comme un "petit pays", une puissance secondaire, et voilà qu'il compte plus d'habitants (78 millions) que la France, la France qui fait figure dans le monde de "grand pays". Nous sommes donc bien en Asie (236 hab./km<sup>2</sup>), même si les Français, dont la familiarité pour cette nation est réelle pour en connaître la culture (au moins culinaire), pour avoir des amis, et parfois des parents, vietnamiens, même si les Français se sont en quelque sorte appropriés le Vietnam dans leur horizon culturel.

La partie géographique, physique et humaine, est fort intéressante. On y apprend par exemple que ce pays situé dans sa totalité au sud du tropique du Cancer connaît des hivers froids autour de Hanoi (où la neige n'est pas inconnue) et que, contrairement à l'image qu'on peut s'en faire en Europe, il se caractérise par une très grande hétérogénéité de peuplement avec pas moins de 54 groupes ethniques<sup>24</sup> différents ! Un classement passionnant, et peu familier ici, réside dans l'altitude respective des diverses implantations : les peuples dominés ont dû se retirer dans les montagnes. Ainsi, plus on est haut au Vietnam, plus on appartient à une ethnie dépréciée...

La partie historique n'est pas moins instructive. Elle retrace les grandes heures de ce "pays du sud peuplé par les Viet" (sens littéral de *Vietnam*) depuis la première unité au III<sup>ème</sup> siècle avant le Christ, jusqu'à la réunification en 1976 et les deux dernières décennies. L'œuvre de libération est analysée avec une grande acuité : les révolutionnaires vietnamiens avaient en face d'eux, en 1930, un triple obstacle apparemment insurmontable : une grande puissance étrangère (coloniale puis "impérialiste"), la classe dominante locale *et* l'absence de classe ouvrière vietnamienne. Pourtant, ils viendront à bout des deux premières sans l'aide de la troisième, alors que les partis révolutionnaires en Europe, qui n'avaient que la deuxième forme d'opposition à affronter, vont échouer et finalement renoncer à toute prise violente du pouvoir.

Sur la guerre du Vietnam, qui a sans doute été pour le monde entier la période la plus marquante de l'après-guerre, l'analyse est sans faille. On pourrait peut-être contester l'expression "impérialisme américain" employée par l'auteur,

<sup>24</sup> L'auteur cite ainsi les H'mong (connus en France notamment pour leur implantation réussie en Guyane), les Tay-Thai, les Mon-Khmer, les Austronésiens, les Chinois (encore appelés Hoa, dans le fameux quartier de Cholon à Saigon) ou les Tibéto-Birmans.

car les États-Unis étaient plutôt embourbés en Indochine, ils n'avaient pas de visées territoriales mais voulaient surtout s'opposer aux puissances communistes, par Vietnam interposé, au milieu de la guerre froide et selon les théories du *containment* et des dominos ; également la formule un peu politique sur "les fantoches corrompus qui occupaient les palais gouvernementaux à Saigon" qui nous replonge dans l'ambiance des années soixante et des manifestations contre la guerre (p. 54)... En outre, s'il s'agit pour les dirigeants de Hanoi de revenir en quelques années à l'économie de marché, entrer dans l'ASEAN<sup>25</sup> et rétablir peu à peu les libertés individuelles, en attendant la fin du régime de parti unique, on aurait pu faire l'économie d'un conflit aussi destructeur, car c'est à peu près ce que la République du Vietnam (Vietnam du Sud) souhaitait jusqu'à son effondrement et la chute de Saigon le 30 avril 1975. L'auteur évoque le sort des 12 000 prisonniers de l'armée française à Dien Bien Phu "parmi lesquels un quart seulement recouvrèrent la liberté", en ne précisant pas le sort des autres<sup>26</sup>... Après le départ des Américains et trente ans de guerre, il nous rappelle que le pays a vécu un des conflits "les plus meurtriers de toute l'histoire de l'humanité" avec deux millions de morts pour quelque cinquante millions d'habitants...

Ce n'était pas encore fini, car d'autres conflits vont suivre et des développements fort utiles y sont consacrés dans l'ouvrage : il s'agit de ce que l'auteur appelle de façon peut-être un peu exagérée "le troisième conflit indochinois", c'est-à-dire les guerres avec le Cambodge et la Chine de 1975 à 1989. Une tension latente (notamment aux îles Spratley, revendiquées par pas moins de six pays !) se prolonge encore dans la région malgré l'apaisement relatif des années quatre-vingt-dix.

Michel Herland nous décrit bien ensuite, dans le chapitre 3, le fond religieux et culturel d'un Orient compliqué : le Vietnam appartient au monde sinisé de culture confucéenne, mais il est à 80 % bouddhiste, une religion d'origine indienne, qui est en fait surtout arrivée au Vietnam via la Chine... Il faut ajouter à cela des influences hindouistes, islamistes, chrétiennes, diverses sectes comme le caodaïsme ou Hoa Hao (sic) et naturellement le marxisme et ses diverses tendances<sup>27</sup>. On est surpris de voir décrit le socialisme au Nord dans les années soixante (du temps de la guerre) en termes si favorables, alors que son échec est relaté sans ménagement dans les derniers chapitres et même si l'auteur insiste aussi sur la privation des libertés et le non-respect des droits de l'homme : "le communisme vietnamien a réalisé de façon plutôt convaincante la «dictature du prolétariat»... Des témoins de cette époque... rappellent avec nostalgie cet âge

---

<sup>25</sup> Le Vietnam est devenu le septième pays membre en 1995.

<sup>26</sup> On retrouve le même problème avec la guerre américaine et les MIA (*Missing in Action*) qui ont fourni à Hollywood un thème inépuisable pendant une vingtaine d'années.

<sup>27</sup> L'auteur rappelle par exemple comment, à l'apogée de l'ère stalinienne, en 1945, tous les leaders trotskistes furent assassinés sur ordre du Parti communiste indochinois (PCI), montrant que les conflits entre bolcheviks avaient une échelle planétaire.

d'or du socialisme... cette vie sans tension excessive où chacun était à sa place et n'aspirait guère à en changer".

Il est très significatif de noter que le changement d'orientation réussi vers le marché et une planification indicative, qui suivra la guerre, s'appuie également sur les analyses de Marx. La libéralisation et l'ouverture, décidées en 1979 et entérinées en 1986 par le VI<sup>ème</sup> Congrès du PCV (le *Doi moi* ou rénovation), font en effet référence à la nécessité de l'étape capitaliste dans le développement des forces productives. On retrouve ici l'écho de la NEP, malheureusement abandonnée par Staline en 1928, et l'ambiguïté d'une telle politique menée par des partis communistes. Elle consiste à dire en effet aux capitalistes, aux entrepreneurs, aux bourgeois : "Ah, eh bien, votre disparition n'est pas prévue pour tout de suite, nous avons encore besoin de vous quelque temps, mais dès que vous aurez réussi, ne vous faites pas de souci, on reviendra à une politique d'éradication..." Naturellement, il n'y a là guère de quoi enthousiasmer lesdits capitalistes, et on peut donc douter de leur participation. Cependant, la nature humaine étant ce qu'elle est, ces politiques n'ont pas rencontré d'obstacles, il s'est toujours trouvé, sous Lénine comme au Vietnam, des entrepreneurs pour prendre le risque (mais c'est après tout leur fonction...) et parier sur un changement d'orientation (qui n'a certes pas eu lieu en Russie, mais qui a sans doute plus de chances de se produire dans un pays déjà membre de l'ASEAN et embarqué dans l'essor capitaliste de l'Asie). On retrouve même un curieux écho louis-philippard dans le Vietnam d'aujourd'hui avec ce Secrétaire général du Parti communiste qui s'écrie, tel Guizot<sup>28</sup> : "Enrichissez-vous pour enrichir le pays" !

Le chapitre 4 sur le pouvoir analyse le système politique et la contradiction entre la volonté de construire le socialisme et celle de développer l'économie, tant "il paraît évident que l'édification du socialisme et l'accélération de la croissance sont antinomiques" (p. 65). Aujourd'hui la recherche de la croissance économique est considérée comme une priorité par rapport à celle de l'égalité, et le socialisme réel devient un simple souvenir. Le mot est à peine mentionné dans les publications officielles et tout se passe comme si même les quelques gérontes (p. 62-63) qui gouvernent encore le pays n'y croyaient plus. Malheureusement, comme dans beaucoup de régimes bureaucratiques du tiers monde et des pays de l'Est, où les salaires des fonctionnaires sont faibles mais leur capacité de blocage élevée, la corruption a largement pénétré les institutions (et même le Parti<sup>29</sup>) et elle empêche un fonctionnement normal du marché : "ce n'est pas l'efficacité économique qui dirige l'allocation des ressources, mais les relations personnelles

<sup>28</sup> La phrase exacte prononcée par le ministre des Affaires étrangères lors d'un banquet en 1843, à l'apogée du libéralisme en France, était la suivante : "Enrichissez-vous par le travail, par l'épargne et la probité."

<sup>29</sup> L'auteur rapporte le cas de ces dirigeants de province qui non seulement accablaient la population paysanne d'impôts mais aussi avaient détourné à leur profit l'aide destinée aux victimes d'inondations (p. 72).

ou la faculté de corrompre" (p. 69). Le risque est grand, nous explique l'auteur, d'aller vers une déliquescence du pouvoir, vers un système "où tous les droits (diplômes, etc.) et tous les devoirs (impôts, etc.) deviendraient des marchandises, négociables de gré à gré" (p. 70).

Le chapitre donne aussi l'occasion de revenir sur l'histoire récente : c'est un véritable régime socialiste, collectif et planifié, de type soviétique, qui s'est installé au nord à l'indépendance, dès 1955. L'auteur rappelle comment la collectivisation des terres produisit là aussi son cortège familier de morts et d'effondrement de la production ; comment la nationalisation des entreprises ou leur organisation en coopératives ont abouti à un ralentissement de l'activité et la non-réalisation des objectifs des plans quinquennaux ; comment la priorité donnée aux industries lourdes s'est faite aux dépens des autres activités (une décision marquée par "l'infantilisme gauchiste" et "le mépris des lois économiques" reconnaîtra-t-on trente ans plus tard lors du VI<sup>ème</sup> Congrès) ; comment ces mesures catastrophiques<sup>30</sup> furent dans un premier temps étendues au Sud, après la victoire de 1975 ; comment enfin tout cela a débouché sur l'hyperinflation en 1986 (+ 775 % de hausse des prix).

Les autorités feront une sévère autocritique en 1986 en admettant explicitement que le système socialiste a entraîné "la paralysie des forces productives" et implicitement en reconnaissant que seul le marché permettrait une allocation efficace des ressources rares. Le livre analyse ensuite les réformes qui aboutissent au "miracle vietnamien" des années 1980 et 1990 : abandon du plan impératif et retour au marché, privatisation de l'agriculture, renforcement des droits sur la terre, réhabilitation de la recherche du profit dans les firmes publiques, renforcement du secteur privé<sup>31</sup>, libération des prix, accueil libéral des investissements étrangers, ouverture de zones franches, etc.

Les résultats ont été spectaculaires (chap. 5) : taux de croissance compris entre 5 et 10 % l'an entre 1988 et 1998, inflation contrôlée, déficits publics réduits, expansion des exportations (de 0,5 à 9,3 milliards de dollars courants entre 1985 et 1998<sup>32</sup>), contrôle du déficit commercial et de la dette externe, stabilité du dong (même pendant la tourmente de 1997-1998). L'auteur a une formule heureuse pour résumer le boom et la fièvre qui se sont emparés du pays depuis la rénovation, et aussi la nécessité pour tous de gagner quelques sous, faute d'une protection sociale : "Au Vietnam, tout le monde travaille, même les chômeurs"... Les Vietnamiens, comme les Chinois, sont passés sans transition, c'est le cas de le dire, du marasme du socialisme réel à la croissance record des

---

<sup>30</sup> Le revenu par habitant aurait baissé de 8 % entre 1976 et 1980 selon des sources officielles (p. 76).

<sup>31</sup> Actuellement, les firmes publiques représentent encore plus de 70 % de la production industrielle (p. 100).

<sup>32</sup> A noter par exemple que le pays est devenu le troisième exportateur mondial de riz, signe également de la bonne santé de l'agriculture.

NPI voisins, sans connaître les affres que la même transition produit jusqu'à maintenant en Europe centrale ou en Russie. Pour expliquer cette différence et ce succès, l'auteur évoque un processus de rattrapage après la stagnation forcée du régime planifié, et aussi la "libération des énergies" permise par l'ouverture. On pense à Lee Kuan Yew, l'ancien dirigeant de Singapour, ayant recours pour expliquer le miracle économique depuis un demi-siècle dans la région au "dynamisme intrinsèque de l'homme oriental" (*Inner Dynamism of East Asian Man*).

Le dernier chapitre établit une sorte de bilan de l'économie vietnamienne à la fin du siècle ("Forces et faiblesses") dans lequel apparaissent le faible coût de la main d'œuvre, son niveau d'éducation, la situation sanitaire, mais aussi les richesses énergétiques (charbon, pétrole, gaz naturel), le tourisme, les débouchés potentiels, l'aide externe... et en contrepartie, l'appauvrissement de l'État<sup>33</sup> et de ses services suite au désengagement du *Doi moi*, le poids des entreprises publiques, la fragilité des banques, l'absence de marché financier, les répercussions de la crise en Asie, l'augmentation des inégalités sociales et régionales, le maintien d'une bureaucratie méfiante et de procédures lentes (pour les investissements étrangers<sup>34</sup>, pour les visas des voyageurs, les démarches des Vietnamiens, etc.), la montée de la corruption enfin... Sur ce dernier point, l'auteur décrit de façon très claire le fonctionnement singulier du socialisme asiatique de marché : "dans ces pays, l'accumulation du capital financier suppose une accumulation préalable du capital relationnel, laquelle passe par l'insertion préalable dans le réseau politico-syndical, laquelle passe par l'insertion préalable dans le réseau politique, laquelle passe par l'insertion préalable dans le réseau étatique dont font partie les firmes publiques" (p. 128).

Mais en dépit de toutes ces difficultés, il conclut sur un ton optimiste pour ce pays résolument engagé à ne plus faire figure de "camp retranché" et qui pourrait devenir, s'il relève ses divers défis – somme toute moins difficiles que dans nombre de pays du tiers monde ou de l'Est –, un autre dragon asiatique.

## RÉFÉRENCES

Herland M., 2000, "Vietnam, libéralisation économique, autoritarisme politique", *Le Monde diplomatique*, Février (voir aussi une autre critique du livre recensé ici, dans *le Monde diplomatique* de novembre 1999, par Thierry Michalon).

Herland M., 2000, "Le Vietnam peine à redémarrer après la crise asiatique", *Le*

<sup>33</sup> L'auteur parle même d'un "dépérissement de l'État", dans un sens qui n'avait pas été prévu par les docteurs du marxisme...

<sup>34</sup> Des projets occidentaux ont été ainsi abandonnés, notamment américains, du fait des tracasseries administratives. L'auteur note avec humour que les projets régionaux n'ont pas été autant affectés : "les investisseurs asiatiques sont visiblement moins déçus par la manière vietnamienne" (p. 125). L'estimation du risque vietnamien reste cependant fixée aux niveaux les plus élevés par les instituts financiers internationaux.

*Monde Économie*, 21 Mars.